

PLAIDOYER POUR UNE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE AFRICAINE RÉALISTE, LUCIDE ET AMBITIEUSE

par Younoussa SANFO – Expert judiciaire, cybersécurité, investigations numériques

Introduction

Depuis quelques années, un mot circule dans les conférences, les institutions, les parlements africains : **souveraineté numérique**.

Le mot est noble. L'intention aussi.

Mais la réalité, elle, est plus complexe et parfois moins glorieuse.

Dans plusieurs pays africains, on exige la localisation des données, on proclame vouloir “reprendre le contrôle”, on rêve d’une autonomie technologique totale.

Mais pendant ce temps :

- **les serveurs sont importés,**
 - **les systèmes d’exploitation sont étrangers,**
 - **les firewalls sont conçus ailleurs,**
 - **les clouds appartiennent à d’autres,**
 - **les langages, les bases de données, les frameworks, les puces, les réseaux, les plateformes, les IA...**
- tout repose encore sur des technologies qui ne sont pas conçues ici.**

Il faut donc poser calmement cette question :

👉 *Quelle souveraineté numérique peut-on réellement revendiquer si 95 % des briques techniques nous échappent encore ?*

Ce plaidoyer s’adresse aux décideurs, aux chercheurs, aux techniciens, aux institutions et à tous ceux qui croient en une Afrique capable de devenir maîtresse de son destin numérique — **à condition de revenir à la base, avec lucidité et méthode.**

I. COMPRENDRE LE MOT “SOVERAINETÉ” : SORTIR DU SYMBOLIQUE POUR ENTRER DANS LE RÉEL

1. La souveraineté n’est pas un drapeau : c’est une capacité

Localiser les données en Afrique n’est **pas** une souveraineté.

Héberger les sites sur un sol africain n’est **pas** une souveraineté.

Multiplier les textes de loi n’est **pas** une souveraineté.

La souveraineté se mesure par des **capacités**, pas par des slogans.

Un État est souverain lorsqu’il peut :

1. **comprendre** les technologies qu’il utilise ;
2. **contrôler** les systèmes critiques ;
3. **détecter** les menaces ;
4. **corriger** ses vulnérabilités ;

5. **produire** une partie de ses outils clés ;
6. **former** des experts capables d'agir sans dépendance quotidienne.

Si ces éléments manquent, la souveraineté affichée n'est qu'un **habillage politique**, parfois sincère, parfois naïf, mais rarement opérationnel.

II. MON CONSTAT APRES 25 ANNEES d'EXPERIENCE

1. Le numérique africain repose encore massivement sur des technologies étrangères

Ce n'est pas une honte, c'est un constat.

- Nos serveurs sont Dell, HP, Huawei...
- Nos clouds sont AWS, Azure, Google, Oracle, Alibaba...
- Nos OS sont Windows, Linux (financés par des fondations non africaines), Android, iOS...
- Nos firewalls sont Fortinet, Palo Alto, CheckPoint, Sophos...
- Nos bases de données sont PostgreSQL, Oracle, MySQL, MongoDB...

Même les réseaux mobiles, les logiciels de facturation, les datacenters, la cybersécurité, les IA à grande échelle sont **majoritairement externalisés**.

2. 90% de nos données stratégiques transitent par des infrastructures non africaines

- Services administratifs,
- Plateformes financières,
- Santé,
- Éducation,
- Télécommunications,
- Réseaux sociaux,
- Emails institutionnels...

En 2025, la dépendance est **structurelle**.

3. Le discours souverainiste est souvent en avance sur nos capacités

Plusieurs États interdisent de sortir les données, mais :

- ils n'ont pas les datacenters nécessaires,
- ni les équipes SOC locales,
- ni les moyens de surveillance réseau,
- ni de réels laboratoires de cybersécurité,
- ni d'industriels locaux capables de produire du matériel ou des IA nationales.

Résultat :

On exige l'autonomie numérique dans des systèmes numériques où tout est importé.

C'est incohérent.

Il faut donc repartir sur des bases plus solides.

III. POUR UNE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE RÉALISTE : LES 4 PILIERS D'UN CHEMIN AFRICAIN

PILIER 1 – Former massivement des compétences locales

Aucun pays ne peut prétendre à une souveraineté sans :

- ingénieurs cloud,
- architectes réseau,
- experts en cybersécurité,
- spécialistes IA,
- juristes en protection des données,
- développeurs expérimentés,
- chercheurs capables de concevoir des modèles IA africains.

Ce n'est pas un luxe :

👉 **c'est la première brique de souveraineté.**

L'Afrique doit investir dans le capital humain aussi sérieusement qu'elle investit dans les routes ou les mines.

Ne nous laissons pas tromper par les réseaux sociaux où l'on voit des dizaines voire des centaines d'experts en intelligence artificielle qui sont parfois invités sur les plateaux de télévision, alors qu'ils ont découvert l'IA il y'a juste 3 ans, lorsque OpenAI a vulgarisé l'IA avec ChatGPT.

Pour l'instant nous avons besoin d'ingénieurs IA, car les experts en réalité se comptent sur les doigts d'une seule main, dans tout le continent africain.

PILIER 2 – Concevoir des produits africains, fabriqués par des Africains

La souveraineté passe par la **capacité de création**.

Nous devons cesser d'être uniquement :

- des utilisateurs de technologies,
- des intégrateurs de technologies,
- des acheteurs de technologies.

Nous devons devenir **des producteurs** :

- logiciels africains,
- frameworks africains,

- solutions de cybersécurité africaines,
- IA africaines,
- systèmes embarqués africains,
- plateformes locales de confiance.

Même si cela commence petit.

Même si les premières versions ne sont pas parfaites.

Ce n'est pas la taille de l'outil qui compte, mais **l'existence du premier prototype local**.

PILIER 3 – Construire des IA conçues avec nos données, pour nos réalités

L'IA importée pose trois problèmes :

1. **biais culturels** (langues, accents, pratiques sociales africaines non représentées),
2. **dépendance technologique**,
3. **exportation de nos données** vers des modèles étrangers.

L'Afrique doit :

- collecter, structurer et anonymiser ses propres données,
- financer des datasets nationaux,
- soutenir des laboratoires d'IA locale,
- encourager les modèles africains (LLM régionaux, outils vocaux africains, IA juridique africaine...).

Une IA qui ne comprend pas nos langues et nos réalités n'est pas une IA pour nous. ET elle peut facilement devenir une IA contre nous.

PILIER 4 – Pratiquer une souveraineté ouverte, pragmatique et progressive

La souveraineté numérique africaine ne peut pas être :

ni isolationniste
ni dogmatique
ni basée sur la fermeture totale

Car **fermer trop tôt**, alors que nous ne produisons pas encore nos propres outils, crée :

- des retards technologiques,
- des coûts élevés,
- de la dépendance déguisée,
- des systèmes inefficaces.

La bonne approche, en attendant de trouver mieux :

👉 **Rester ouverts le temps de devenir autonomes. (Chine, Inde)**

C'est ce que font tous les pays qui ont réussi.

La vraie souveraineté consiste à :

- utiliser les outils étrangers quand nécessaire,
- apprendre d'eux,
- développer en parallèle nos propres briques,
- migrer progressivement vers du local quand le niveau est atteint.

C'est une souveraineté graduée, intelligente, crédible.

IV. CE QUE LES DÉCIDEURS DOIVENT FAIRE DÈS AUJOURD'HUI

1. Créer un programme continental de montée en compétences (5 ans)

- Centres de formation spécialisés,
- Retours d'ingénieurs africains de la diaspora,
- Bourses pour la cybersécurité et l'IA,
- Laboratoires publics-privés,
- Écoles doctorales spécialisées.

2. Financer les industries locales du numérique

- Cloud africain,
- Solutions de cybersécurité,
- Capteurs IoT africains,
- IA multilingue,
- Plateformes souveraines,
- Certification locale.

3. Harmoniser les lois et les marchés africains

Pour créer une "zone numérique africaine" où les entreprises locales peuvent croître.

4. Construire une culture de gouvernance des données

- Transparence,
- Conformité,
- Audits,
- DPO qualifiés,
- Protection des citoyens.

5. Soutenir l'émergence d'IA africaines

Avec des jeux de données locaux, éthiques et représentatifs.

V. MESSAGE FINAL : LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EST UN CHEMIN, PAS UN SLOGAN

L'Afrique n'a pas besoin d'une souveraineté déclarative.

Elle a besoin d'une souveraineté **construite, réaliste, progressive, techniquement solide**.

La vraie souveraineté naîtra le jour où :

- nos ingénieurs auront conçu leurs propres outils,
- nos écoles formeront des spécialistes en IA et cybersécurité,
- nos entreprises fourniront des technologies stratégiques,
- nos institutions comprendront les mécanismes techniques qu'elles régulent.

Alors — et seulement alors — nous pourrons parler d'une souveraineté numérique africaine **authentique, non idéologique, non cosmétique, non folklorique**.

Un continent qui veut maîtriser l'avenir ne peut pas commencer par des proclamations.

Il doit commencer par **le travail, la formation, la production et la lucidité**.